

Le 7/7 qui ne dit pas son nom, pour SUD Culture, c'est toujours non!

L'annonce présidentielle en septembre 2014 de l'ouverture 7/7 du Musée du Louvre, du Château de Versailles et du musée d'Orsay a stupéfait l'ensemble des acteurs de ces trois établissements.

Ce projet reposant sur une vision purement marchande de la Culture réduisait ces derniers à de simples lieux dédiés à la consommation touristique.

Les organisations syndicales, mises devant le fait accompli, ont tout de suite réagi face à cette mesure improvisée qui conduirait immanquablement à des bouleversements dans le fonctionnement de ces établissements et à la fragilisation du patrimoine. Cette levée de boucliers a obligé le ministère à diligenter une étude qu'il a confiée à l'Inspection Générale des Affaires Culturelles. (IGAC).

Le rapport de l'IGAC a confirmé les craintes et les critiques formulées par les agents et les représentant-es du personnel quant à la pertinence d'une ouverture 7/7. Il y énonce notamment le manque de moyens humains et financiers nécessaires à la mise en oeuvre d'une telle mesure sans que cela ne porte atteinte à la préservation du patrimoine et aux conditions de travail des différents personnels.

Dans ce contexte, et pour ne pas désavouer le Président de la République, le ministère de la Culture a dû poser un vernis de «démocratisation culturelle» sur cette décision autoritaire. Il propose dorénavant d'utiliser le jour de fermeture pour accueillir le public dit empêché et les groupes scolaires.

Une nouvelle fois, les équipes sont mises devant le fait

accompli, sans discussion préalable, avec pour seule information un communiqué de presse par lequel nous apprenons par ailleurs que notre ministère est désormais sous la tutelle de l'éducation nationale sur cette question.

Les dates d'ouverture sont imposées avant toute lettre de cadrage du Ministère de la Culture et sa diffusion aux établissements. Les

professionnels sont niés, l'ensemble des personnels méprisés.

Faciliter l'accueil des publics dit «empêchés» est une revendication portée depuis longtemps par Sud Culture Solidaires mais cela suppose des conditions d'accueil, de médiation et de visite optimales. Les trois établissements concernés souffrent de la surfréquentation et ne sont plus en capacité d'accueillir correctement ces publics dans les plages d'ouverture classiques.

Ce que dénonce SUD Culture Solidaires dans le dispositif proposé aujourd'hui par le ministère c'est le camouflage destiné à pousser

les scolaires hors de plages horaires classiques au profit des groupes touristiques de type 'tour operator', de plus en plus nombreux

Par ailleurs, l'accueil du nombre de groupes scolaires annoncé nécessitera une mobilisation des personnels bien plus importante que les jours de fermetures. SUD Culture craint le retour d'une ouverture 7/7 généralisée à l'ensemble des publics tel que le prévoyait le projet initial. Du reste, cette formulation est celle qui est encore employée dans la communication officielle.

Enfin, SUD Culture Solidaires considère qu'au lieu de centrer la culture sur trois établissements phares, il est indispensable de mettre en valeur la diversité culturelle de la région Île-de-France et de favoriser la découverte des richesses de nombreux établissements moins fréquentés. En cela, nous nous reconnaissons pleinement dans cette conclusion de l'IGAC qui dit : «Il semblerait utile que

les pouvoirs publics, sous la conduite du ministère de la culture, puissent lancer une réflexion plus globale (...) [qui] devrait inclure l'objectif d'offrir aux visiteurs nationaux et étrangers, une visite qui ne consisterait plus seulement à avoir «fait» la Joconde, la galerie des Glaces ou les Impressionnistes, mais à avoir vécu dans les conditions correctes une expérience unique permettant d'approcher et comprendre un pan de l'histoire et de la culture et de s'en être enrichi.» (extrait du Rapport de l'IGAC).

SUD Culture Solidaires, 28 septembre 2015